

Situation Mensuelle de l'Etat



Décembre 2022 Provisoire



Synthèse.....	2
Faits marquants	2
Chiffres clés.....	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses.....	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme	7
Recettes	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé)	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours.....	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales.....	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dettes financières de l'Etat	17
Notes méthodologiques.....	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -151,469 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin décembre 2022 s'élève à -151,469 Md€ contre -170,732 Md€ à fin décembre 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (+19,263 Md€) s'explique par une

augmentation des dépenses nettes de 18,538 Md€, une hausse des recettes nettes de 31,860 Md€ et une variation positive du solde des comptes spéciaux de 5,940 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R&D) : 445,672 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 6,903 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (3,007 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (2,065 Md€) ;

► **Mission Travail et emploi** : 5,675 Md€, essentiellement au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » (5,071 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 4,960 Md€, principalement au titre du programme « Energie, climat et après-mines » (2,075 Md€) et du programme « Service public de l'énergie » (1,204 Md€) ;

► **Mission Défense** : 4,937 Md€, essentiellement au titre du programme « Préparation et emploi des forces » (1,967 Md€), du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,815 Md€) et du programme « Equipement des forces » (1,036 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin décembre 2022 s'élèvent à 445,672 Md€ contre 427,134 Md€ à fin décembre 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (+18,538 Md€) résulte essentiellement de la hausse des dépenses de fonctionnement pour +15,497 Md€ (écart principalement lié à la mission « Economie » pour +10,463 Md€, essentiellement en raison d'abondements du compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'Etat » en hausse de +10,457 Md€ en 2022), des charges de la dette pour +13,042 Md€ (montant essentiellement lié

► **Mission Plan de relance** : 3,057 Md€, essentiellement au titre du programme « Cohésion » (1,840 Md€) et du programme « Ecologie » (1,086 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,607 Md€, essentiellement au titre du programme « Handicap et dépendance » (1,173 Md€) et du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,085 Md€) ;

► **Mission Engagements financiers de l'Etat** : 2,524 Md€, essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » (2,202 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 2,047 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (1,128 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,858 Md€).

à la mission « Engagements financiers de l'Etat » pour +12,906 Md€) et des dépenses de personnel pour +4,223 Md€ (hausse prévue en lois de finances), ainsi que de la baisse des dépenses d'intervention à hauteur de -14,939 Md€ (montant essentiellement lié à la mission « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » pour -30,282 Md€ et à la mission « Plan de relance » pour -6,978 Md€, ainsi qu'à la mission « Ecologie, développement et mobilité durables » pour +10,609 Md€).

Recettes du budget général (nettes de R&D) : 287,477 Md€

Les principales recettes du mois

► **IS net** : 19,165 Md€, essentiellement au titre de l'échéance au 15 décembre ;

► **IR net** : 13,810 Md€ (montant notamment lié à la 4^{ème} échéance du solde PAS 2021) ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 2,954 Md€, dont 2,142 Md€ de droits de mutation à titre gratuit ;

► **TVA nette** : 2,387 Md€ ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 2,247 Md€, dont 0,765 Md€ de prélèvements de solidarité ;

► **TICPE nette** : 1,975 Md€ ;

► **Fonds de concours** : 1,676 Md€, principalement au titre d'une contribution de France compétences à hauteur de 1,084 Md€ pour financer la formation et l'accompagnement des demandeurs d'emploi ;

► **Dividendes et recettes assimilées** : 1,126 Md€, dont des dividendes de la CDC pour 0,990 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -3,418 Md€, dont -2,001 Md€ au titre de la DGF ;

► **Autres impôts directs perçus par voie de d'émission de rôles** : -1,427 Md€ (principalement l'affectation de frais de TF au compte d'avances aux collectivités territoriales).



Recettes fiscales (nettes de R&D) : 323,284 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin décembre 2022 s'élevaient à 323,284 Md€ contre 296,143 Md€ à fin décembre 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (+27,141 Md€) s'explique

essentiellement par des augmentations de recettes d'IS net pour 15,815 Md€, ainsi que d'IR net pour 10,334 Md€ et de TVA nette pour 5,263 Md€ (hausse prévues en lois de finances).

Recettes non fiscales : 23,949 Md€

Les recettes non fiscales à fin décembre 2022 s'élevaient à 23,949 Md€ contre 21,257 Md€ à fin décembre 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (+2,692 Md€) s'explique essentiellement par une augmentation de 2,612 Md€ du versement de l'UE destiné à

cofinancer une partie des dépenses engagées par la France au titre du plan de relance, par une hausse des dividendes et recettes assimilées de 0,980 Md€ et par une baisse des divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat de -1,234 Md€.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -67,263 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin décembre 2022 s'élevaient à -67,263 Md€ contre -69,742 Md€ à fin décembre 2021 à périmètre constant.

Cette évolution de +2,479 Md€ s'explique essentiellement par des diminutions de PSR au profit de l'Union européenne (baisse de 2,138 Md€, prévue en lois de finances).

Fonds de concours : 7,508 Md€

Les fonds de concours à fin décembre 2022 s'élevaient à 7,508 Md€ contre 7,960 Md€ à fin

décembre 2021 à périmètre constant, soit une évolution de -0,452 Md€.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : 6,726 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 10,035 Md€ et des recettes pour 15,272 Md€ (dont 5,441 Md€ de CFE/IFER, principalement au titre de l'échéance du 15 décembre, ainsi que 5,360 Md€ de reversement de TVA, intervenant dans le cadre de la réforme de la fiscalité locale);

► Le compte « **Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics** » enregistre des dépenses pour 2,150 Md€ et des recettes pour 7,216 Md€ (essentiellement un remboursement par l'UE au titre des avances versées par l'ASP au titre de la PAC);

Le solde des comptes spéciaux à fin décembre 2022 s'élève à 6,726 Md€ contre 0,786 Md€ à fin décembre 2021 à périmètre constant.

Cette évolution (+5,940 Md€) s'explique essentiellement par une amélioration du solde des comptes d'affectation spéciale de +4,822 Md€ (dont le compte « Participations financières de l'Etat » pour +5,829 Md€, principalement en raison d'une augmentation des recettes liée à des

► Le compte « **Avances à l'audiovisuel public** » affiche des recettes pour 3,170 Md€ (essentiellement au titre de l'affectation d'une fraction de TVA pour 3,585 Md€);

► Le compte « **Participations financières de l'Etat** » affiche des dépenses pour 2,629 Md€ (principalement des opérations d'achat d'actions et d'OCEANes de la société EDF pour 2,069 Md€) et des recettes pour 0,922 Md€ (principalement au titre d'abondements par le budget général à hauteur de 0,610 Md€).

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » présente des recettes pour 2,454 Md€ (essentiellement au titre d'abondements par le budget général).

abondements par le budget général en hausse de +11,292 Md€ en 2022), ainsi que par une amélioration du solde des comptes de concours financiers de +1,495 Md€ (dont le compte « Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics » pour +2,397 Md€, principalement en raison du versement en 2021, d'avances remboursables octroyées suite à l'épidémie de la Covid-19).

Dette financière de l'Etat au 31 décembre : 2 312,292 Md€

La dette financière est en augmentation de 139,483 Md€ depuis le début de l'année 2022.

Les principaux flux nets concernent les titres négociables (hausse des OAT de +139,604 Md€

et baisse des BTF à hauteur de -6,916 Md€), ainsi que les dettes financières et autres emprunts (hausse de +6,795 Md€, essentiellement en raison de la reprise de la dette SNCF pour 10,000 Md€).



	Mois	Cumul à fin décembre		Renvoi Page	
	Décembre	2022	2021 retraité		2021 exécuté
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	7 851	-151 469	-170 732	-170 732	5
Dépenses du budget général (nettes de R&D)	47 739	445 672	427 134	426 732	6
Recettes du budget général (nettes de R&D)	42 081	287 477	255 617	255 215	10
Principales recettes fiscales (nettes de R&D)					
- IR	13 810	88 988	78 654	78 654	
- IS *	19 165	62 130	46 315	46 315	
- TVA	2 387	100 823	95 560	95 539	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	13 509	6 726	786	786	15
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	4 035	176 066			16
Dette financière de l'Etat	29 242	2 312 292			17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



	Mois	Cumul à fin décembre		
	Décembre	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	1 048	994	994
Dépenses de personnel	12 032	138 818	134 595	134 716
Dépenses de fonctionnement	7 723	80 402	64 905	64 806
Charges de la dette de l'Etat	2 323	51 538	38 496	38 496
Dépenses d'investissement	1 881	17 024	16 093	16 093
Dépenses d'intervention	23 294	154 136	169 075	168 645
Dépenses d'opérations financières	486	2 706	2 976	2 982
Total des dépenses (nettes de R&D) (I)	47 739	445 672	427 134	426 732
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	41 027	323 284	296 143	295 738
Recettes non fiscales	3 471	23 949	21 257	21 257
Prélèvements sur recettes	-4 093	-67 263	-69 742	-69 739
Fonds de concours	1 676	7 508	7 960	7 960
Total des recettes (nettes de R&D) (II)	42 081	287 477	255 617	255 215
Total des recettes (nettes de R&D, hors prélèvements sur recettes)	46 175	354 740	325 359	324 954
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-5 658	-158 195	-171 518	-171 518
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-2 578	4 459	-363	-363
Solde des comptes de concours financiers	13 823	2 143	648	648
Solde des comptes de commerce	2 279	110	407	407
Solde des comptes d'opérations monétaires	195	-493	1 495	1 495
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	13 509	6 726	786	786
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	7 851	-151 469	-170 732	-170 732



	Mois	Cumul à fin décembre		
	Décembre	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	12 032	138 818	134 595	134 716
Rémunérations d'activité	7 056	80 418	77 768	77 814
Cotisations et contributions sociales	4 852	57 311	55 996	56 070
Prestations sociales et allocations diverses	125	1 089	831	831
AUTRES TITRES	35 707	306 854	292 539	292 017
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	1 048	994	994
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	7 723	80 402	64 905	64 806
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	4 584	45 674	31 774	31 771
Subventions pour charges de service public	3 138	34 728	33 130	33 035
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	2 323	51 538	38 496	38 496
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	2 323	51 538	38 496	38 496
Titre 5 - Dépenses d'investissement	1 881	17 024	16 093	16 093
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	1 723	13 204	12 634	12 634
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	158	3 819	3 459	3 459
Titre 6 - Dépenses d'intervention	23 294	154 136	169 075	168 645
Transferts aux ménages	5 526	58 089	57 312	56 782
Transferts aux entreprises	10 455	51 924	72 895	72 996
Transferts aux collectivités territoriales	2 348	12 730	11 869	11 858
Transferts aux autres collectivités	4 642	29 969	26 776	26 785
Appels en garantie	322	1 424	223	223
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	486	2 706	2 976	2 982
Prêts et avances	254	364	754	761
Dotations en fonds propres	232	1 545	1 497	1 497
Dépenses de participations financières	0	797	725	725
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	47 739	445 672	427 134	426 732



	Mois de décembre		Cumul à fin décembre 2022		Cumul à fin décembre 2021 retraité	Cumul à fin décembre 2021 consommé
	AE	CP	AE	CP	CP	CP
	consommées	consommés	consommées	consommés	consommés	consommés
unité : million d'€.						
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	165	262	3 045	3 040	2 878	2 864
Action de la France en Europe et dans le monde	115	203	1 918	1 912	1 808	1 809
Diplomatie culturelle et d'influence	23	28	749	749	707	707
Français à l'étranger et affaires consulaires	27	31	377	378	364	348
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	394	471	4 788	4 602	4 242	4 243
Administration territoriale de l'Etat	236	273	2 486	2 498	2 357	2 362
Vie politique ⁽¹⁾	14	17	488	489	350	366
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	144	181	1 814	1 616	1 535	1 514
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	1 363	1 598	4 665	4 671	3 598	3 600
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	1 240	1 458	3 265	3 283	2 383	2 383
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	71	84	797	792	607	608
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	51	56	603	596	608	609
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	409	577	6 072	5 080	5 568	5 568
Aide économique et financière au développement	70	164	2 812	1 802	1 453	1 453
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	0	0	190	190	1 420	1 420
Solidarité à l'égard des pays en développement	339	414	3 070	3 088	2 695	2 695
Restitution des "biens mal acquis" ⁽²⁾	0	0	0	0	0	0
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	13	438	2 072	2 071	2 101	2 101
Liens entre la Nation et son armée ⁽³⁾	0	0	0	0	39	39
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation ⁽¹⁾	7	431	1 987	1 986	1 975	1 975
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	7	7	85	85	87	87
COHESION DES TERRITOIRES	785	1 090	18 279	17 884	17 171	17 151
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	323	697	2 976	2 885	2 865	2 898
Aide à l'accès au logement	65	65	13 078	13 079	12 482	12 437
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	237	168	962	892	940	941
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	80	75	383	338	290	282
Politique de la ville	46	55	551	552	524	524
Interventions territoriales de l'Etat	33	31	328	138	70	68
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	64	91	832	755	714	714
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	41	65	553	476	450	450
Conseil économique, social et environnemental	0	0	46	46	45	45
Cour des comptes et autres juridictions financières	23	25	232	232	218	218
Haut Conseil des finances publiques	0	0	1	1	1	1
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0	0
CULTURE	291	377	3 631	3 611	3 832	3 835
Patrimoines	97	110	1 122	1 097	1 399	1 395
Création	88	86	962	960	1 050	1 044
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	38	102	760	770	642	652
Soutien aux politiques du ministère de la culture	68	79	786	784	741	743
DEFENSE	10 546	4 937	59 445	51 728	49 434	49 433
Environnement et prospective de la politique de défense	411	119	1 935	1 840	1 736	1 736
Préparation et emploi des forces	4 690	1 967	15 798	12 516	11 182	11 182
Soutien de la politique de la défense	1 880	1 815	25 729	22 791	22 299	22 299
Equipement des forces	3 565	1 036	15 983	14 580	14 217	14 217
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	73	88	852	890	794	784
Coordination du travail gouvernemental	66	78	672	684	675	674
Protection des droits et libertés	7	10	115	115	109	101
Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022	0	0	65	91	10	10
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	5 207	4 960	40 092	36 023	24 998	25 000
Infrastructures et services de transports	876	969	10 888	8 755	7 749	7 750
Affaires maritimes	18	75	263	240	165	166
Paysages, eau et biodiversité	76	92	316	311	243	241
Expertise, information géographique et météorologie	13	16	480	480	478	478
Prévention des risques	61	80	1 029	1 041	924	924
Energie, climat et après-mines	2 613	2 075	11 184	9 218	2 732	2 732
Service public de l'énergie	1 122	1 204	12 139	12 139	9 149	9 149
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	307	329	2 967	3 016	2 870	2 872
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat	121	121	824	824	689	689



	Mois de décembre		Cumul à fin décembre 2022		Cumul à fin décembre 2021 retraité	Cumul à fin décembre 2021 consommé
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés	CP consommés
unité : million d'€.						
ECONOMIE	1 279	1 298	15 112	15 264	3 457	3 501
Développement des entreprises et régulations	1 106	1 025	2 683	2 533	1 143	1 208
Plan "France Très haut débit"	106	218	106	418	458	436
Statistiques et études économiques	45	38	445	446	418	418
Stratégies économiques	21	17	420	410	439	439
Financement des opérations patrimoniales envisagées en 2021 et en 2022 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" ⁽¹⁾	0	0	11 457	11 457	1 000	1 000
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	2 458	2 524	217 282	54 342	38 424	38 424
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	2 202	2 202	50 713	50 713	37 807	37 807
Appels en garantie de l'Etat	198	322	1 513	1 513	298	298
Epargne	0	0	56	56	65	65
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	62	62
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	58	0	0	175	191	191
Amortissement de la dette de l'Etat liée à la Covid-19 ⁽²⁾	0	0	165 000	1 885	0	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	6 740	6 903	78 599	78 497	75 899	75 898
Enseignement scolaire public du premier degré	2 063	2 065	24 393	24 392	23 588	23 588
Enseignement scolaire public du second degré	3 001	3 007	34 928	34 927	33 971	33 976
Vie de l'élève	511	573	6 901	6 875	6 385	6 384
Enseignement privé du premier et du second degrés	753	764	8 049	8 049	7 767	7 767
Soutien de la politique de l'éducation nationale	292	324	2 804	2 725	2 701	2 701
Enseignement technique agricole	119	171	1 523	1 529	1 488	1 481
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	938	970	10 210	10 106	10 034	10 105
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	706	715	7 728	7 648	7 562	7 553
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	88	106	885	876	844	916
Facilitation et sécurisation des échanges	144	149	1 597	1 582	1 628	1 636
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	217	357	2 265	2 215	1 806	1 806
Immigration et asile	185	311	1 783	1 737	1 364	1 364
Intégration et accès à la nationalité française	31	47	482	478	442	442
INVESTIR POUR LA FRANCE DE 2030 ⁽¹⁾	7 748	1 124	26 615	6 903	3 831	3 823
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	0	245	182	182
Valorisation de la recherche	0	0	0	846	610	610
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	50	469	966	966
Financement des investissements stratégiques	6 408	963	22 605	3 988	1 500	1 500
Financement structurel des écosystèmes d'innovation	1 340	161	3 960	1 356	573	565
JUSTICE	1 009	1 071	12 687	10 655	9 871	9 871
Justice judiciaire	418	348	3 972	3 846	3 681	3 681
Administration pénitentiaire	414	536	6 352	4 518	4 136	4 138
Protection judiciaire de la jeunesse	90	99	1 006	976	915	915
Accès au droit et à la justice	42	45	692	692	602	602
Conduite et pilotage de la politique de la justice	44	42	653	620	534	530
Conseil supérieur de la magistrature	0	1	12	4	4	4
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	73	98	627	626	802	746
Presse et médias	30	60	275	290	338	276
Livre et industries culturelles	44	38	353	335	464	469
OUTRE-MER	376	434	2 829	2 726	2 372	2 372
Emploi outre-mer	333	341	2 046	2 046	1 673	1 673
Conditions de vie outre-mer	44	94	783	680	699	699
PLAN DE RELANCE	3 193	3 057	7 578	11 594	18 849	18 849
Écologie	1 218	1 086	3 473	5 012	3 810	3 810
Compétitivité	139	131	1 155	1 944	2 943	2 943
Cohésion	1 836	1 840	2 950	4 637	12 096	12 096
PLAN D'URGENCE FACE A LA CRISE SANITAIRE	1 301	1 305	3 243	3 274	34 352	34 352
Prise en charge du chômage partiel et financement des aides d'urgence aux employeurs et aux actifs précaires à la suite de la crise sanitaire	0	0	95	101	2 601	2 601
Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire	0	0	1 726	1 740	26 772	26 772
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat dans le cadre de la crise sanitaire	50	50	128	128	672	672
Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire	1 250	1 250	1 250	1 250	4 000	4 000
Matériels sanitaires pour faire face à la crise de la Covid-19	0	4	44	55	308	308
POUVOIRS PUBLICS	0	0	1 048	1 048	994	994
Présidence de la République	0	0	105	105	105	105
Assemblée nationale	0	0	552	552	518	518
Sénat	0	0	339	339	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	34	34
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	16	16	12	12
Haute Cour	0	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1	1



	Mois de décembre		Cumul à fin décembre 2022		Cumul à fin décembre 2021 retraité	Cumul à fin décembre 2021 consommé
	AE	CP	AE	CP	CP	CP
	consommées	consommés	consommées	consommés	consommés	consommés
unité : million d'€.						
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	636	1 038	29 369	29 429	28 767	28 774
Formations supérieures et recherche universitaire	326	345	14 267	14 326	14 004	13 998
Vie étudiante	15	114	2 965	2 955	3 041	3 041
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	37	87	7 616	7 384	7 073	7 067
Recherche spatiale	4	118	1 632	1 632	1 595	1 615
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	228	324	1 783	2 044	2 014	2 014
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	5	15	732	719	688	688
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	0	0	0	0
Enseignement supérieur et recherche agricoles	21	35	374	369	353	352
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	161	233	6 077	6 077	6 108	6 108
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	30	102	4 182	4 182	4 169	4 169
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	68	68	803	803	810	810
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	63	63	1 092	1 092	1 130	1 130
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	299	486	4 616	4 261	4 182	4 188
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	174	407	4 293	3 991	3 981	3 987
Concours spécifiques et administration	125	79	322	269	201	201
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	8 181	7 983	132 768	132 765	130 386	130 386
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	8 343	8 155	125 785	125 783	122 287	122 287
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	-162	-172	6 982	6 982	8 099	8 099
SANTE	1 378	1 392	2 769	2 778	1 495	1 495
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	15	29	385	393	493	493
Protection maladie	0	0	1 022	1 022	1 001	1 002
Carte vitale biométrique ⁽⁴⁾	4	4	4	4	0	0
Compensation à la Sécurité sociale du coût des dons de vaccins à des pays tiers et reversement des recettes de la Facilité pour la relance et la résilience (FRR) européenne au titre du volet «Séjour investissement» du plan national de relance et de résilience (PNRR) ⁽⁵⁾	1 358	1 358	1 358	1 358	0	0
SECURITES	2 302	2 047	22 954	22 143	20 988	20 988
Police nationale	1 398	1 128	12 136	11 782	11 049	11 050
Gendarmerie nationale	854	858	10 064	9 659	9 220	9 220
Sécurité et éducation routières	2	10	49	49	40	40
Sécurité civile	48	52	704	653	678	678
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	1 201	2 607	30 592	30 210	30 026	29 476
Inclusion sociale et protection des personnes	786	1 085	15 103	15 070	12 987	12 426
Handicap et dépendance	29	1 173	13 395	13 396	12 830	12 832
Egalité entre les femmes et les hommes	6	10	50	53	42	42
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	150	110	1 614	1 261	1 167	1 176
Prise en charge par l'Etat du financement de l'indemnité inflation	230	230	430	430	3 000	3 000
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	88	108	1 465	1 660	1 533	1 533
Sport	53	58	634	691	687	686
Jeunesse et vie associative	30	38	681	674	610	612
Jeux olympiques et paralympiques 2024	6	12	150	296	236	236
TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES	148	121	681	723	530	455
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	101	76	229	279	90	90
Transformation publique ⁽¹⁾	15	13	123	142	150	134
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines ⁽³⁾	0	0	0	0	0	0
Innovation et transformation numériques	0	3	8	7	15	15
Fonction publique	28	25	284	256	238	216
Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques ⁽²⁾	3	3	37	37	37	0
TRAVAIL ET EMPLOI	6 182	5 675	24 833	20 786	17 485	17 681
Accès et retour à l'emploi	690	540	7 473	7 239	6 865	6 879
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	5 425	5 071	16 655	12 802	9 869	10 059
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	1	2	39	77	84	84
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	65	62	665	668	668	660
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	65 218	55 722	777 992	578 437	557 521	557 119
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	57 037	47 739	645 224	445 672	427 134	426 732

⁽¹⁾ Modification de libellé en LFI 2022

⁽²⁾ Création en LFI 2022

⁽³⁾ Suppression en LFI 2022

⁽⁴⁾ Création en LFR du 16/08/2022

⁽⁵⁾ Création en LFR du 01/12/2022



	Mois		Cumul à fin décembre	
	Décembre	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	14 106	109 781	99 781	99 781
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	-1 427	2 289	2 541	2 500
Impôt sur les sociétés (C)	20 621	88 903	76 273	76 273
Impôt sur les sociétés	20 212	86 776	74 479	74 479
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	408	1 778	1 271	1 271
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	349	523	523
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	2 247	26 113	28 269	28 219
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	54	981	999	999
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	232	4 033	5 193	5 193
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	610	610
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière	47	2 353	2 103	2 103
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	12	15	9	9
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	1	101	76	76
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	1	4	4
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	2	31	24	24
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	8	38	26	26
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	12	111	95	95
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	1	204	189	189
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	1	2	2
Prélèvements de solidarité	765	13 219	11 814	11 814
Taxe sur les services numériques	4	621	474	474
Taxe d'habitation sur les résidences principales	546	2 933	4 859	4 859
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat)	11	149	1 007	1 007
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	2	2	2
Recettes diverses	551	1 319	782	732
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	2 088	20 148	20 464	20 230
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	8 421	171 545	158 602	158 581
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	2 954	37 270	40 598	40 539
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	52	697	625	625
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	20	208	173	173
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	32	107	97	38



	Mois		Cumul à fin décembre	
	Décembre	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	507	3 357	3 877	3 877
Mutations à titre gratuit par décès	1 635	15 253	14 807	14 807
Contribution de sécurité immobilière	89	922	898	898
Autres conventions et actes civils	71	476	504	504
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	59	592	615	615
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	23	371	353	353
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	18	170	204	204
Timbre unique	55	450	300	300
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	48	548	537	537
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	-728	4 800	9 699	9 699
Autres droits et recettes accessoires	0	4	5	5
Amendes et confiscations	5	43	42	42
Taxe générale sur les activités polluantes	17	1 056	824	824
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	5	67	49	49
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	0	159	12	12
Autres droits et recettes à différents titres	102	124	54	54
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	0	0	0
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	50	51	51
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	17	17	17
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	560	560	560
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	25	26	26
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	426	2 830	2 670	2 670
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	35	861	388	388
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	41	417	395	395
Prélèvement sur les paris sportifs	80	802	807	807
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	13	106	105	105
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	134	1 361	1 177	1 177
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	1	1	0	0
Autres taxes	208	836	723	723
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)	49 010	456 049	426 529	426 124
TOTAL GENERAL (net de R&D)	41 027	323 284	296 143	295 738



	Mois	Cumul à fin décembre			
		Décembre	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.					
Dividendes et recettes assimilées (A)	1 126	5 342	4 362	4 362	
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	990	2 802	2 731	2 731	
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	136	1 422	936	936	
Autres dividendes et recettes assimilées	0	1 118	695	695	
Produits du domaine de l'Etat (B)	227	1 348	1 321	1 321	
Revenus du domaine public non militaire	16	225	194	194	
Autres revenus du domaine public	2	8	6	6	
Revenus du domaine privé	40	260	233	233	
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	168	852	884	884	
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	2	2	
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0	
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0	
Autres revenus du Domaine	1	3	1	1	
Produits de la vente de biens et services (C)	443	3 311	2 768	2 768	
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	192	760	595	595	
Autres frais d'assiette et de recouvrement	93	1 103	1 101	1 101	
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	20	49	7	7	
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0	
Produits de la vente de divers services	0	5	3	3	
Autres recettes diverses	138	1 394	1 062	1 062	
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	110	579	453	453	
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	48	95	50	50	
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	1	9	3	3	
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	15	33	18	18	
Intérêts des autres prêts et avances	21	301	177	177	
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	5	91	117	117	
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0	
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	6	13	19	19	
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	13	37	68	68	



	Mois	Cumul à fin décembre		
	Décembre	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	761	2 815	2 850	2 850
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	612	657	504	504
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	12	482	1 214	1 214
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	1	245	196	196
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	1	8	14	14
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	133	1 391	898	898
Frais de poursuite	1	12	12	12
Frais de justice et d'instance	1	9	11	11
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	1	10	2	2
Divers (F)	805	10 554	9 503	9 503
Reversements de Natixis	0	0	20	20
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	348	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	310	310	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	60	747	1 981	1 981
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	15	191	76	76
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	13	13	13
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	7	9	9
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	8	9	9
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	6	6	6
Récupération d'indus	4	29	27	27
Recouvrements après admission en non-valeur	13	131	161	161
Divers versements de l'Union européenne	330	7 730	5 118	5 118
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	4	116	51	51
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	5	30	30	30
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	10	1	1
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	3	3	3
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	28	348	527	527
Produits divers	-1	2	994	994
Autres produits divers	35	526	477	477
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	3 471	23 949	21 257	21 257



	Mois		Cumul à fin décembre	
	Décembre	2022	2021 retraité	2021 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 418	-43 034	-43 374	-43 371
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 001	-26 612	-26 788	-26 758
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-2	-5	-6	-6
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-12	-23	-31	-31
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-464	-6 456	-6 704	-6 704
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-34	-714	-561	-561
Dotation élu local	-1	-101	-101	-101
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	-61	-38	-38
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	-21	-430	-439	-466
Dotation départementale d'équipement des collèges	0	-328	-325	-325
Dotation régionale d'équipement scolaire	0	-661	-661	-661
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	0	-3	-3	-3
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-239	-2 883	-2 912	-2 912
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-13	-380	-434	-434
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	9	-16	-16
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-107	-107	-107
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	-7	-7	-7
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-1	-286	-283	-283
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	-48	-48	-48	-48
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	-27	-54	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	-14	-123	-123	-123
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française	-8	-91	-91	-91
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	-77	207	-154	-154
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	0	0	-22	-22
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	-236	-3 645	-3 520	-3 520
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	1	-1	-1	-1
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel de compensation aux départements de la revalorisation du revenu de solidarité active ⁽¹⁾	-120	-120	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique ⁽¹⁾	-85	-106	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers	0	-1	-1	-1
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation exceptionnelle pour la revalorisation des rémunérations versées aux stagiaires de la formation professionnelle ⁽¹⁾	-6	-6	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-675	-24 230	-26 368	-26 368
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-4 093	-67 263	-69 742	-69 739
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	1 624	7 006	7 488	7 488
Fonds de concours - coopération internationale	52	502	472	472
TOTAL FONDS DE CONCOURS	1 676	7 508	7 960	7 960



	Mois de décembre		Cumul à fin décembre								
	Dépenses	Recettes	Dépenses			Recettes			Soldes		
			2022	2021 retraité	2021 exécuté	2022	2021 retraité	2021 exécuté	2022	2021 retraité	2021 exécuté
	unité : million d'€.										
Comptes d'affectation spéciale	9 629	7 050	77 138	68 257	68 257	81 596	67 894	67 894	4 459	-363	-363
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	675	53	1 526	1 233	1 233	1 625	1 382	1 382	99	149	149
Développement agricole et rural	29	2	142	114	114	145	138	138	3	25	25
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	41	31	348	345	345	378	377	377	30	32	32
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	70	74	348	427	427	298	333	333	-50	-94	-94
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	133	209	209	0	133	133	-133	-77	-77
Participations financières de l'Etat	2 629	922	12 361	5 536	5 536	17 421	4 767	4 767	5 060	-769	-769
Pensions	6 184	5 967	62 281	60 394	60 394	61 729	60 764	60 764	-551	370	370
Comptes de concours financiers	12 627	26 450	128 743	123 941	123 941	130 886	124 589	124 589	2 143	648	648
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	2 150	7 216	8 678	10 971	10 971	8 488	8 384	8 384	-190	-2 587	-2 587
Avances à l'audiovisuel public	305	3 170	3 685	3 719	3 719	3 685	3 719	3 719	0	0	0
Avances aux collectivités territoriales	10 035	15 272	114 269	107 825	107 825	116 483	110 242	110 242	2 214	2 417	2 417
Prêts à des Etats étrangers	30	775	915	430	430	1 718	1 687	1 687	803	1 257	1 257
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	107	16	1 196	996	996	512	558	558	-684	-439	-439
Comptes de commerce	594	2 873	57 866	44 696	44 696	57 976	45 103	45 103	110	407	407
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	129	120	1 046	654	654	941	652	652	-105	-2	-2
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	15	22	193	184	184	199	201	201	6	17	17
Couverture des risques financiers de l'Etat	4	4	1 715	2 369	2 369	1 715	2 369	2 369	0	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	62	68	682	722	722	683	705	705	2	-16	-16
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	324	2 454	53 195	40 181	40 181	53 195	40 206	40 206	0	26	26
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	0	9	3	3	5	6	6	-4	3	3
Opérations commerciales des domaines	1	10	53	47	47	109	90	90	56	44	44
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	5	4	34	27	27	29	30	30	-5	3	3
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur	55	192	940	511	511	1 099	844	844	159	333	333
Comptes d'opérations monétaires	234	430	3 980	1 714	1 714	3 487	3 209	3 209	-493	1 495	1 495
Emission des monnaies métalliques	26	15	145	127	127	248	235	235	104	108	108
Opérations avec le Fonds Monétaire International	194	404	3 719	1 558	1 558	3 211	2 959	2 959	-508	1 402	1 402
Pertes et bénéfices de change	14	11	116	29	29	28	15	15	-88	-14	-14
TOTAL COMPTES SPECIAUX	23 084	36 803	267 727	238 608	238 608	273 945	240 795	240 795	6 218	2 187	2 187
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	22 890	36 399	264 008	237 050	237 050	270 734	237 836	237 836	6 726	786	786



		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2021	Flux nets de l'année	Solde à fin décembre 2022
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance		290	100	389
	Organismes à caractère financier	Caisse des Dépôts et Consignations	17	-5	12
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	3 770	1 061	4 831
		Total organismes à caractère financier	4 077	1 156	5 233
	CEPL	Régions	5 471	-2 788	2 683
		Départements	10 159	1 862	12 020
		Communes	29 107	2 688	31 795
		Etablissements publics de coopération intercommunale	18 991	-116	18 875
		Etablissements sociaux et médico-sociaux	2 366	27	2 393
		Autres	9 903	203	10 106
		Total CEPL	75 996	1 876	77 872
		Etablissements publics de santé	8 128	1 102	9 230
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	28 089	-1 116	26 972
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	23 988	-1 901	22 088
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	4 771	404	5 175
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	2 174	130	2 305
		Total établissements publics nationaux	59 022	-2 482	56 540
		Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	10 453	-1 638	8 816
		Union européenne	4 042	-67	3 975
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	BPI Groupe financement fonds de garantie	5 800	186	5 986	
	GIP	1 616	271	1 887	
	EPL	2 662	146	2 809	
	Autres correspondants	2 997	340	3 338	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	21	51	72	
	Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	13 096	996	14 091	
	Total Dépôts de fonds du Trésor	174 815	942	175 757	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	47	259	306	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	3	3	
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0	
	Total Comptes à terme	47	263	309	
Total Passif (A)		174 862	1 205	176 066	
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0	
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
Total Actif (B)		0	0	0	
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		174 861	1 205	176 066	



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2021	Flux nets de l'année	Solde à fin décembre 2022
Titres négociables (A)	2 145 136	132 688	2 277 824
Titres négociables à moyen et long terme	1 989 757	139 604	2 129 361
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 989 757	139 604	2 129 361
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 753 395	113 735	1 867 131
- <i>taux variable</i>	208 430	5 510	213 940
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	155 379	-6 916	148 463
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	155 379	-6 916	148 463
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	27 673	6 795	34 468
TOTAL (A+B+C)	2 172 809	139 483	2 312 292



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2021 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2021 retraité » correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2022.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dettes financières de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.